



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ALPHAGLASS

3 place de la gare
60960 Feuquières

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ALPHAGLASS_Arques_070.04138\2_Inspections\2024 04 08 Suite AR etat-stocks
Code AIOT : 0007004138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2024 dans l'établissement SA ALPHAGLASS implanté ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ALPHAGLASS

- ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007004138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALPHAGLASS, implantée à Arques (62510), fait partie du groupe SAVERGLASS, dont le siège social est à Feuquières (60960).

L'usine d'Arques est spécialisée dans la fabrication haut de gamme de bouteilles en verre.

Les activités d'Alphaglass sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 10 février 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks des produits combustibles apparaît disponible de façon très rapide et suffisamment exhaustif. L'exploitant apparaît conforme à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. L'inspection retire sa proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure, émise sur ce point, dans son rapport d'inspection consécutif à la visite du 14 mars 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Constats réalisés lors de la visite du 14/03/2023 : La visite d'inspection s'est déroulée au niveau du stockage de produits chimiques. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a sorti un état des stocks des produits présents par une extraction SAP. Celui-ci est arrivé en plusieurs fois au fil des requêtes de l'inspection. Par ailleurs, l'inspection a dû interroger l'exploitant sur la quantité de palettes stockée dans les différents entrepôts ou les stocks de carburants. De façon générale, l'exploitant sait exprimer une quantité de produits si on lui pose la question. Néanmoins, l'état des stocks n'est pas géré de façon proactive.

Non conformité n°1 : L'exploitant doit faire appel à plusieurs bases de données et/ou recouper entre plusieurs interlocuteurs pour disposer d'un état des stocks complet. L'état des stocks tel que présenté par l'exploitant n'apparaît pas disponible immédiatement et facilement accessible. Les quantités annoncées dans l'état des stocks et les quantités présentes dans le stockage de produits chimiques sont cohérentes.

Observation n° 3 : Il est apparu, au fil des documents transmis par l'exploitant que :

- Les produits stockés sont généralement exprimés par un nom commercial ou une référence produit ;
- Les quantités sont généralement exprimées en unité de produit/récipient et non en unité de mesures ;
- Il n'y a pas de lien avec les rubriques ICPE ou les typologies de dangers ;
- L'exploitant doit améliorer la présentation de son état des stocks.

Constats réalisés lors de la présente visite d'inspection :

L'exploitant a pu présenter très rapidement un état des stocks (< 10mn). Celui-ci est stocké sur le réseau de l'entreprise et actualisé tous les jours à partir d'une extraction du logiciel de GMAO.

L'état des stocks prend la forme d'un fichier "excel". Il est composé de plusieurs onglets (un pour chaque zone du site Alphaglass). Pour chaque zone, l'exploitant recense l'ensemble des produits susceptibles d'être présents. Les informations disponibles pour chaque produit sont :

- Le nom (exprimé de façon usuelle) ;
- Le code SAP (pour la mise à jour quotidienne) ;
- La nature du produit ;
- Le type de produit (produit, matière ou déchet) ;
- Les mentions de dangers associées au produit ;
- Les pictogrammes ;
- La rubrique ICPE associée au produit (si le produit est classé) ;
- La famille de produit ;
- La méthode de conditionnement (bidon, aérosol...) ;
- L'emplacement de stockage ;
- Le nombre et la quantité stockés ;
- Le seuil réglementaire éventuel.

La liste des produits stockés apparaît suffisamment complète.

Par sondage, l'inspection s'est intéressée à la quantité d'un produit afin d'identifier un éventuel écart entre les quantités réelles et les quantités recensées dans l'état des stocks. Au jour de la visite, pour le "vernis graphite" (rubrique 4321), l'exploitant recense dans son état une quantité de 63 kg. Il est apparu au niveau du stockage de ce produit, 134 bombes aérosol de 0.478 kg (soit 64.052 kg). Les quantités entre l'état des stocks et les quantités apparaissent cohérentes. La différence s'explique par les différences entre les entrées et les sorties journalières du produit. L'exploitant apparaît conforme à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
--

Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Constats :

L'exploitant a pu présenter de manière très rapide la fiche de données de sécurité du produit "vernis graphite". Celle-ci apparaît récente et conforme au règlement REACH. Les informations figurant dans la fiche de données de sécurité sont cohérentes avec celles de l'état des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite
